

L'Égypte dans le monde musulman (du XII^e siècle au début du XVI^e siècle)

Jean-Claude Garcin

Importance de l'Égypte dans la vie politique et économique de l'époque

La période comprise entre la fin du XII^e siècle et le début du XVI^e siècle peut apparaître à l'observateur superficiel comme la moins « africaine » de l'histoire égyptienne. Le régime qui s'installe au Caire en 1171 prend la suite du califat fātimide né au Maghreb et dont la puissance avait trouvé son axe définitif dans la vallée du Nil; le pays devient alors la force essentielle d'un empire ayyūbide puis mamlūk qui s'étend jusqu'à l'Euphrate et aux passes du Taurus anatolien et dont les entreprises principales se situent hors d'Afrique; en d'autres temps, même le statut de province englobée dans un ensemble umayyade, 'abbāsside ou ottoman semble moins couper l'Égypte du reste du continent. Tout cela est exact. Mais cette époque, où la prépondérance de la puissance égyptienne s'affirme dans le monde moyen-oriental, est aussi celle pendant laquelle les pistes transsahariennes amènent au Caire les princes du Kanem, du Mali, du Songhay en route vers les lieux saints musulmans du Hidjāz, tandis que des commerçants égyptiens les empruntent vers l'Afrique intérieure. Et il est certain que ces siècles d'histoire égyptienne ont compté pour l'évolution d'une grande partie de l'Afrique, celle qui devait être touchée par l'islam. Dans l'Égypte ayyūbide et mamlūk achève de prendre forme l'islam sunnite, auquel la majorité des musulmans d'Afrique emprunte, à des degrés divers, les principes de conduite et les cadres de pensée; l'antique foyer islamique maghrébin n'est pas moins tributaire de cette histoire: la

disparition du califat *shī'ite* de la vallée du Nil rapproche en quelque sorte du Maghreb l'Orient musulman, traditionnel recours culturel et religieux, et contribue à l'aspect unitaire que présente l'islam en Afrique. Le Caire est la grande école de cet islam. Les développements politiques et culturels que connaissent alors les rives du Nil intéressent une grande partie de l'Afrique : l'Éthiopie, le Soudan central et le Soudan occidental.

Renouveau égyptien après la chute des Fāṭimides (Ṣalāḥ al-Dīn et la naissance d'un nouvel espace politique)

Les pays qui ont constitué la base territoriale du sultanat ayyūbide puis, à quelques régions près, mamlūk, se sont trouvés réunis sous l'autorité de Ṣalāḥ al-Dīn Ibn Ayyūb — le Saladin des Occidentaux — dans la lutte contre la croisade. On sait que ni le calife 'abbāsside de Bagdad alors dominé par les émirs saldjuḳīdes turcs d'Iraq, nouveaux venus des steppes d'Asie au service du califat, et déjà divisés, ni le calife fāṭimide du Caire, lui aussi bridé par ses chefs militaires et menacé par la reconquête 'abbāsside menée en Syrie par les Saldjuḳīdes, n'avaient pu, ou voulu, s'opposer à l'installation des Occidentaux en Palestine et sur le haut Euphrate, vers l'extrême fin du XI^e siècle, et à leur maintien pendant le XII^e siècle, entre les deux califats. La réaction des musulmans, d'abord peu conscients de la nature de cette installation, avait été lente ; l'esprit de guerre sainte n'existait plus guère en islam ; la contre-offensive conduite par les émirs gouverneurs de Mossoul avait amené la réunification des régions reconquises du haut Euphrate avec les territoires de la Syrie intérieure (d'Alep à Damas) sous l'autorité de l'un d'eux, le Turc Nūr al-Dīn ; mais les califes d'Égypte ne soutenaient que par intermittence ces efforts de leurs rivaux, et la guerre contre le royaume latin de Jérusalem se serait sans doute prolongée si, en Égypte même, la compétition pour le pouvoir réel (le vizirat), qui opposait entre eux les chefs de l'armée fāṭimide, n'avait amené les concurrents à chercher le recours d'interventions armées à Damas et à Jérusalem ; ce fut pour échapper à une installation définitive des troupes venues de Jérusalem en Égypte que le calife lui-même accepta l'accession au vizirat fāṭimide de celui qui conduisait le corps d'armée envoyé de Damas, *Shīrkūh*, émire d'origine kurde, bientôt remplacé, après un décès subit, par son neveu, Ṣalāḥ al-Dīn (1169). Deux ans plus tard, ce dernier vizir des Fāṭimides d'Égypte faisait proclamer la déchéance du califat *shī'ite*, et l'unité d'obédience à l'Abbāsside, sous l'autorité de Nūr al-Dīn, était rétablie en Orient face aux États croisés : l'espace politique du nouvel empire musulman commençait d'apparaître.

En fait, la soumission théorique de l'émire d'Égypte au prince de Damas n'aurait pas empêché, au sein de la mouvance 'abbāsside, la rivalité des deux pouvoirs : prévoyant le conflit, Ṣalāḥ al-Dīn chercha même à se ménager un refuge possible vers le sud, en Nubie d'abord, qu'il renonça à conquérir, puis au Yémen, promptement occupé (1174), futur poste avancé de la prospérité égyptienne au bord de l'océan Indien. Mais Nūr al-Dīn mourut en cette

année 1174, laissant des héritiers peu propres à continuer son œuvre: quelques mois après, Ṣalāḥ al-Dīn était à Damas; en 1182 sa puissance s'étendait jusqu'à Alep; en 1186, les derniers territoires de l'Euphrate qui lui avaient échappé étaient réunis à l'ensemble: l'année suivante, la victoire de Hattin et la reconquête de Jérusalem mettaient fin à l'existence du royaume croisé. L'unité réelle était faite, mais cette fois avec l'Égypte au centre du nouvel empire: jusque-là si peu engagée dans le combat contre la croisade, elle allait devenir la principale force de résistance à l'Occident, cible d'expéditions à venir.

L'idéologie du nouveau pouvoir

Ces circonstances et la personnalité de Ṣalāḥ al-Dīn, pour qui la renaissance de l'islam résumait tout l'idéal politique, ont joué un grand rôle dans la «reconstruction» de l'Égypte, car c'est bien une «reconstruction» de l'Égypte musulmane qui fut entreprise après la chute des Fātimides. Le *shīʿisme* ne s'était pas beaucoup diffusé parmi les musulmans d'Égypte, sauf peut-être en Haute-Égypte, où il fut lent à disparaître; mais, considéré à la fois comme un *shīʿisme* politique et une trahison du véritable islam, on le rendait en grande partie responsable de la faiblesse dans laquelle s'était trouvé le monde musulman face à l'attaque de l'Occident. Il fallait établir fermement dans l'ordre politique, dans la société et dans les esprits l'islam de la tradition et de la communauté, l'islam «sunnite». Les lointains califes 'abbāsides, qui retrouvaient alors dans le cadre sans doute étroit des régions irakiennes une indépendance politique réelle en raison de l'affaiblissement de leurs protecteurs *salḍjukīdes*, furent désormais l'objet d'un respect certain. Le pèlerinage à La Mecque, que l'existence du royaume croisé de Jérusalem avait gêné, fut rendu plus aisé aux pèlerins, mieux protégés contre les abus que pouvaient commettre à leur égard les autorités locales égyptiennes ou celles du Hedjaz, de plus en plus sous influence de l'Égypte: la réputation de Ṣalāḥ al-Dīn s'étendit ainsi jusqu'à l'extrême Occident de l'Afrique musulmane.

En Égypte même, le nouveau pouvoir s'efforça de constituer une classe d'hommes instruits dans les disciplines religieuses, juridiques et littéraires et qui furent un ferme soutien de l'État sunnite. Le système d'enseignement en *madrasa*, importé de l'Orient *salḍjukide*, fut définitivement développé en Égypte et les *madrasa* étaient conçues comme des lieux de formation par excellence de ces hommes sûrs et dévoués à l'islam sunnite qu'on voulait implanter¹. Pour donner la première impulsion, on eut souvent recours à des juristes et à des enseignants issus des milieux musulmans militants de Syrie ou d'Orient: peu à peu, l'importance des cadres proprement égyptiens grandit et un milieu social qui devait ser-

1. Un petit nombre de *madrasa* existaient, en effet, bien avant l'avènement de Ṣalāḥ al-Dīn à Alexandrie et dans le vieux Caire (Al-Fuṣṭāt). Voir la thèse (Ph. D.) récente G. Leiser, 1977.

vir d'intermédiaire entre les gouvernants et le peuple apparut. D'Orient également, mais aussi du Maghreb (en particulier dans la Haute-Égypte, à majorité mālikite) vinrent des mystiques: vivant en groupe dans les *Khankāh* (couvents) ou isolés dans les *ribāt* (en Haute-Égypte), ils se chargèrent de faire renaître une vie spirituelle plus orthodoxe dans la population musulmane ou, plus simplement, de lui donner l'instruction religieuse qui lui manquait souvent, en particulier dans les campagnes: lorsque, vers 1244, le mystique maghrébin Abū l-Ḥasan 'Alī al-Shādhilī s'installa à Alexandrie, il ne faisait qu'ajouter ses efforts à ceux déjà déployés pour la construction d'une Égypte sunnite. Telle fut l'inspiration qui anima en profondeur l'entreprise politique ayyūbide, conçue comme une résistance aux ennemis extérieurs et intérieurs de l'islam: elle aboutit à la constitution de solides mécanismes socioculturels et ceux-ci devaient survivre au régime qui les avait aidés à se fixer.

La paix ayyūbide

La construction de l'Égypte sunnite, qui avait débuté dans l'élan de la contre-croisade, s'effectua dans un climat d'apaisement politique et en général dans la paix et la prospérité économique que favorisait l'arrêt des combats. Le coup d'éclat que fut la destruction du royaume de Jérusalem et la réduction de la présence croisée à quelques places fortes le long de la côte (1187) avaient provoqué de la part des princes d'Europe une vigoureuse réaction (la troisième croisade) dont Ṣalāḥ al-Dīn eut quelque peine à contenir les effets: sans pouvoir reprendre Jérusalem, les croisés se réinstallèrent fermement sur la côte syro-palestinienne et Ṣalāḥ al-Dīn en accepta, avant de mourir, le fait accompli (1193). En réalité, l'exiguïté et la mauvaise situation stratégique du territoire côtier, tenu maintenant par les Occidentaux, rendaient dorénavant leur implantation moins redoutable; leur présence, qui n'était pas seulement celle d'hommes de guerre, mais aussi de marchands, pouvait même concourir à la prospérité économique des États ayyūbides. Aussi, non sans murmures dans les milieux musulmans, les successeurs de Ṣalāḥ al-Dīn s'efforcèrent de s'assurer la paix, tandis que, chez les Occidentaux, surtout ceux qui s'étaient fixés en Orient, la conscience des intérêts de tous ordres qu'on avait à maintenir les choses en l'état l'emportait sur l'esprit de croisade en nette diminution. Des agressions se produisirent encore, dont la fixation d'un point d'attaque à Damiette de 1218 à 1221 (cinquième croisade), visant cette fois au cœur la puissance qui faisait obstacle aux entreprises de l'Occident. Mais, du côté des pouvoirs musulmans, on était prêt aux concessions, jusqu'à la rétrocession de Jérusalem, pourvu qu'elle restât ville ouverte (1225). Grâce à cette politique, les régions syriennes de l'Empire ayyūbide connurent, en relation avec les comptoirs chrétiens de la côte, une belle prospérité².

2. Dès le début du XIII^e siècle, l'esprit de croisade s'émoussa. Encore que les adeptes des deux religions continuaient de se battre, les intérêts commerciaux s'imposaient de plus en plus aux gouvernants.

L'Égypte aussi profita de la paix et ajouta à la richesse qu'elle tirait de sa production agricole traditionnelle (et de la culture de la canne à sucre qui s'y répandait alors) les bénéfices d'un commerce moins troublé avec les Occidentaux. L'État ayyūbide avait, comme son prédécesseur fātimide, besoin de ce commerce; des produits aussi importants que le fer, le bois de construction et la poix, indispensables à la constitution d'une flotte de guerre, faisaient défaut: on les demandait aux marchands de Venise, de Pise et de Gênes qui les fournissaient en dépit de l'interdit religieux frappant cette vente de produits stratégiques qui allaient être utilisés contre les croisés³. C'est que l'Égypte avait à offrir en échange l'alun utilisé dans la production textile en Occident, et surtout les précieux produits de l'Extrême-Orient. En ce domaine tout particulièrement, l'État ayyūbide héritait des efforts faits par les califes fātimides pour ramener vers les voies de la mer Rouge et de la vallée du Nil le très ancien commerce de l'océan Indien qui avait fait la richesse de l'Égypte gréco-romaine. Dans la seconde moitié du XI^e siècle, la route des marchands d'épices avait trouvé en Égypte le tracé qu'elle devait conserver pendant trois siècles: les précieuses marchandises orientales étaient débarquées sur les bords de la mer Rouge au mouillage d'Aydhāb, étaient transportées par caravanes jusqu'au Nil, à Kūs (un peu au nord de Louqsor) devenue la capitale de la Haute-Égypte, d'où elles étaient acheminées par le fleuve vers Alexandrie: les marchands d'Occident devaient alors les attendre là, Le Caire même leur étant interdit depuis Ṣalāḥ al-Dīn; à plus forte raison ne pouvaient-ils se rendre en mer Rouge; l'Égypte contrôlait donc totalement ce commerce et n'avait rien à craindre sur cette mer: jusqu'en 1231, un prince ayyūbide gouvernait au Yémen. Les spécialistes de ce grand commerce oriental, les marchands dits « du Kārim » ou « Kārimi », dont l'appellation et l'origine sont encore mal expliquées, avaient d'ailleurs avec le Yémen dès liens qu'on sent très étroits: déjà cités vers la fin de l'époque fātimide dans les lettres des commerçants juifs d'Égypte, ils apparurent brusquement dès le début des Ayyūbides dans les documents musulmans. Ce trafic, qui faisait circuler dans les deux sens, le long du Nil, des marchandises et des hommes, n'était pas seulement bénéfique à ceux qui en tiraient un profit financier et aux douanes de l'État, il contribuait aussi à la prospérité et à l'unité humaine de la vallée.

L'État, son organisation: la classe militaire au pouvoir (l'État des successeurs de Ṣalāḥ al-Dīn)

Bien que l'histoire de l'évolution politique de l'Égypte ayyūbide soit encore à faire, on peut estimer que l'administration et le gouvernement du pays ne rompirent pas non plus avec la tradition fātimide. En dépit de l'orientation nettement musulmane de l'édifice politique, les chrétiens

3. Voir, sur la maîtrise commerciale de l'espace méditerranéen par les Occidentaux, la contribution de J. Devisse, chap. 26.

d'Égypte ou Coptes, encore très nombreux, continuaient d'assumer, comme sous les califes *shī*'ites, une grande part de l'administration, héritiers d'une technique bureaucratique qui survivait aux changements du pouvoir. Le gouvernement ayyūbide, avec ses services ministériels (*dīwān*) continuait celui des Fātimides: le fondateur de la dynastie avait aussi été le dernier vizir des califes du Caire et les sultans ayyūbides et mamlūk ont porté un titre de souveraineté en « Mālik », par lequel souvent on les désigne et qui est l'ancien titre de ces vizirs⁴.

Toutefois, Ṣalāḥ al-Dīn était également un émir kurde né dans une famille au service des Saldjuḳīdes. Son entreprise politique puis la stabilité de son pouvoir (il en fut de même pour ses successeurs) reposaient sur son armée. Elle prit elle aussi tout naturellement la place de la classe militaire fātimide, déjà entretenue au cours du second siècle du califat, selon le système de l'*iktā'*, c'est-à-dire l'attribution, toujours strictement contrôlée et tenue à jour, à chacun des émirs, du revenu fiscal d'une ou plusieurs localités selon l'importance de l'émir et le nombre d'hommes qu'il devait tenir à son service; à quelques différences près, ce système était alors celui de tout l'Orient. Mais cette armée, composée de Kurdes et de Turcs, était souvent considérée comme étrangère par les Égyptiens. En fait, c'était surtout la structure du pouvoir politique qui dépassait le cadre géographique égyptien et obéissait à des conceptions inconnues jusqu'ici sur les rives du Nil. Comme d'autres émirs iraniens ou turcs avant lui, qui avaient mis au service du califat 'abbāside la force de leurs hommes, et avaient fini par exercer le pouvoir, Ṣalāḥ al-Dīn avait une conception familiale de l'organisation politique: les divers membres du groupe agnatique recevaient, sous l'autorité du chef, l'administration souveraine de provinces ou de villes. L'empire se résolvait ainsi en une fédération de principautés autonomes confiées au gouvernement d'une famille qui avait bien mérité de l'islam et où il n'était pas exclu qu'un prince passât d'une capitale à l'autre si des intérêts supérieurs l'exigeaient: l'Égypte, en raison de son importance, eut le privilège d'être en général le domaine que se réservait celui qui jouait le rôle du chef de groupe ou y prétendait.

Mais cette élection d'un groupe familial mouvant (sauf à Alep, où les princes se succédèrent de père en fils) à la défense et au gouvernement des musulmans risquait d'accroître dans chacune des principautés la coupure déjà accusée, sur le plan ethnique, entre gouvernants et gouvernés. Surtout la répartition incertaine des responsabilités suscita entre les princes des rivalités et des conflits armés où des tiers furent sollicités d'intervenir, en particulier les chrétiens de la côte syro-palestinienne, qui s'intégraient ainsi dans le jeu politique moyen-oriental. En 1193, Ṣalāḥ al-Dīn avait laissé l'Égypte à son fils Al-Mālik al-Azīz, mais ce fut bientôt le frère de Ṣalāḥ al-Dīn, Al-Mālik al-Adil, alors à la tête des régions de l'Euphrate, qui montra le plus d'autorité dans l'arbitrage des conflits entre parents

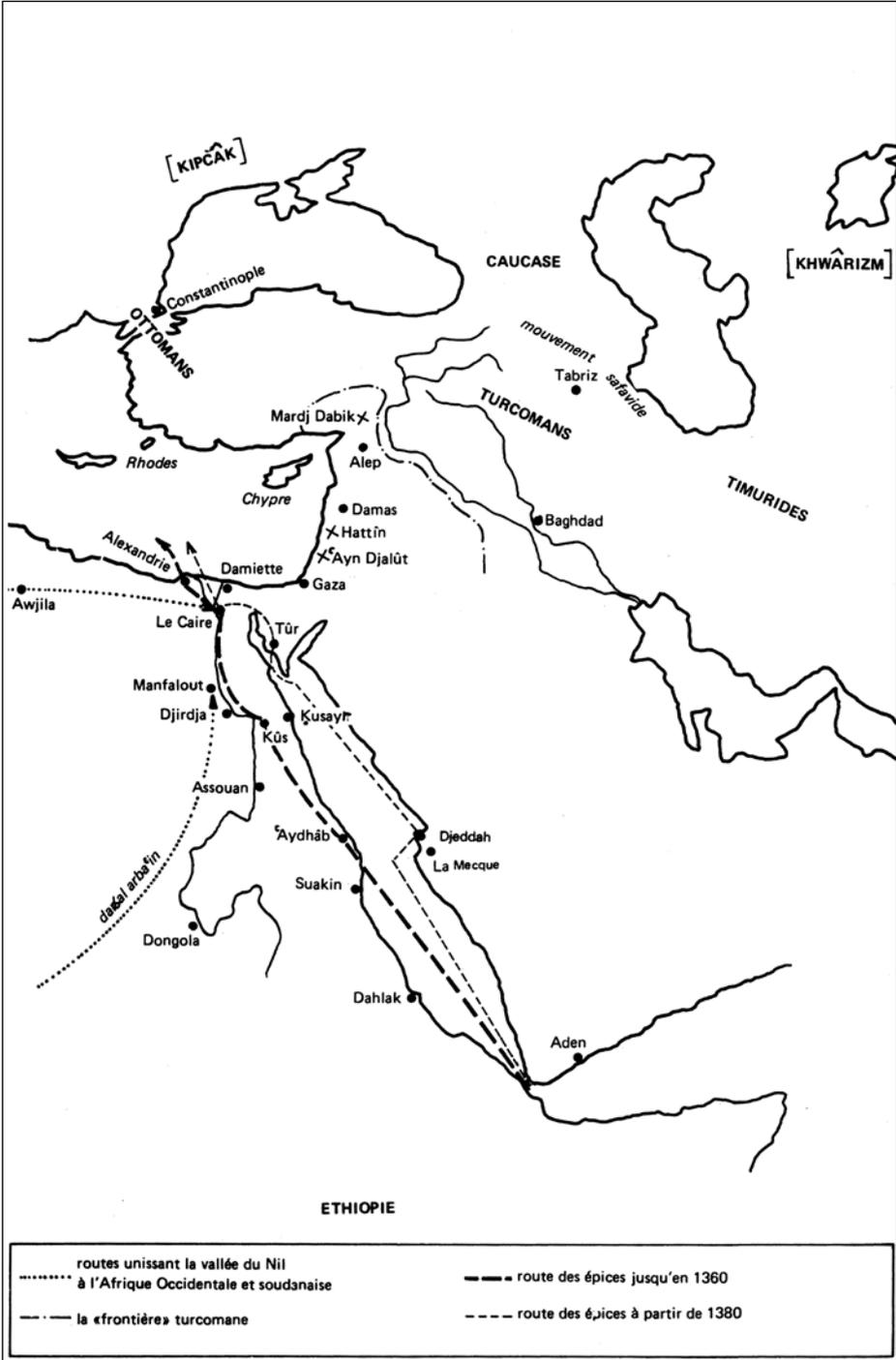
4. G. Wiet, 1937.

et le plus d'ambition; après la mort d'Al-Mālik al-Azīz (1198), il finit par s'installer au Caire en 1200 et imposa sa ferme direction aux princes ayyūbides jusqu'à sa disparition en 1218, à Damas, alors que les troupes de la cinquième croisade débarquaient à Damiette. Dans ces circonstances, son fils Al-Mālik al-Kāmil lui succéda sans difficulté au Caire et essaya de reprendre la politique qu'avait suivie son père à l'égard de ses parents, mais il réussit beaucoup moins bien, en particulier en raison de son attitude conciliante à l'égard des Occidentaux; lorsqu'il mourut en 1237, il n'avait pas réussi à reconstituer l'unité familiale du temps de Ṣalāḥ al-Dīn et d'Al-Mālik al-Adil et il avait vu, un moment, tous les princes ayyūbides ligüés contre lui, à l'exception d'un de ses fils, Al-Mālik al-Ṣāliḥ, que sa trop précoce ambition avait fait reléguer vers l'Euphrate. Ce fut ce dernier qui, après d'in vraisemblables péripéties, finit par lui succéder au Caire en 1240. Mais il avait tiré de ses aventures la conclusion que, pour s'imposer dans des compétitions politiques aussi âpres, un prince devait avoir à son service une armée fidèle (ce dont d'autres Ayyūbides s'efforçaient aussi de disposer) et qu'elle devait, pour cela, être composée d'hommes dépendant de lui en toutes choses, d'hommes achetés, formés par lui et dont le sort fût lié à son succès: des Mamlūk ou esclaves de race blanche, et, dans ce cas précis, des Turcs. Encaserné dans l'île de Rawda au Caire, le régiment des Mamlūk bahrides (du mot *bahr*, qui, en arabe d'Égypte, est employé pour désigner le Nil⁵) devint bientôt le soutien essentiel du dernier grand prince de la dynastie kurde, dont les principes de dévolution du pouvoir avaient ainsi fait naître en Égypte la puissance d'un groupe que seule l'histoire de l'Orient musulman avait jusque-là connue.

Les Mamlūk turcs

Le régime mamlūk représente l'installation à la tête de la société musulmane d'Égypte de cette puissante classe militaire qui choisit désormais les sultans en son sein. Bien qu'on parle souvent à son propos de « dynasties », c'est un régime qui ne se préoccupe plus guère de cette sorte de continuité, sauf quand il y a à cela un avantage politique immédiat. Le groupe armé que le prince ayyūbide avait à son service se suffit maintenant à lui-même; il a ses chefs naturels et il constitue, avec les groupes rivaux, la seule classe politique où le jeu des rapports de force fasse émerger celui qui assume le sultanat. La coupure est consommée entre gouvernants et gouvernés, pour qui l'État est d'abord celui des « Mamlūk turcs » (ceux que les historiens occidentaux ont appelés les Bahrides, terme qui ne désigne, à proprement parler, que le régiment créé par Al-Mālik al-Ṣāliḥ), puis, à partir de 1382, celui des « Mamlūk circassiens ».

5. Il semble bien que ce soit là la véritable étymologie de Bahride (en arabe *Bahriyya*). L'opinion selon laquelle *Bahr* désignerait la mer, comme c'est le cas pour l'arabe classique, et qui équivaldrait à faire venir les Bahrides d'outre-mer ne paraît pas devoir être retenue.



Le Proche-Orient à l'époque mamlük (carte J.-C. Garcin).

Origine de leur pouvoir: la lutte contre les Mongols et contre l'Occident croisé

La prise de pouvoir par la classe militaire a résulté de l'apparition de nouveaux et terribles dangers: la progression mongole vers l'Occident. L'avance mongole ne fut d'abord perceptible que par des répercussions inattendues. Alors que la première grande vague d'invasion avait atteint la Hongrie, dans les années 1240, et installé dans les plaines de la basse Volga le *khānat* mongol du Kipčak, dans l'Orient musulman seuls les pays iraniens (le sultanat du *Khwarizm*) et au-delà avaient été touchés; des bandes armées en avaient fui, cherchant à survivre, et Al-Malik al-Šāliḥ avait même pensé trouver en eux la force militaire qu'il voulait se procurer pour affirmer sa suprématie sur les autres Ayyūbides; mais il préféra vite aux incontrôlables *Khwarizmiens* les esclaves blancs de race turque que l'installation mongole du Kipčak jetait en nombre sur le marché: ce furent ces hommes qui constituèrent le régiment baḥride⁶. Quant aux *Khwarizmiens*, les ravages qu'ils avaient commis dans les pays syro-palestiniens, dont le massacre des chrétiens de Jérusalem (1244), provoquèrent la réaction de l'Occident: en 1249, l'armée de la sixième croisade, conduite par Louis IX, roi de France, débarquait à Damiette, désignant à nouveau l'Égypte comme le principal responsable des événements d'Orient.

La situation devint vite très grave, car Al-Mālik al-Šāliḥ mourut alors et le prince qui devait lui succéder, Turānshāh, était sur l'Euphrate. Ce fut le régiment baḥride qui sauva l'Égypte de l'invasion en battant et en faisant prisonnier Louis IX. Lorsque le nouveau sultan arriva, la victoire était acquise et les Baḥrides apparaissaient comme la force principale de l'État: pour avoir tenté de leur en imposer trop vite, Turānshāh fut assassiné (mai 1250); il fut le dernier Ayyūde d'Égypte: le pouvoir revenait aux Mamlūk. Afin de prévenir la réaction des autres Ayyūbides, ils portèrent un temps l'épouse d'Al-Mālik al-Šāliḥ au sultanat, associée à un des leurs: cela ne leur évita ni la guerre avec les princes de la famille ayyūbide ni les intrigues que ceux-ci surent susciter parmi eux, et les Mamlūk ne se seraient peut-être pas maintenus si une seconde vague mongole n'était venue montrer qu'ils pouvaient seuls défendre l'islam. En 1258, Bagdad était prise par les Mongols et le calife 'abbāside exécuté sur l'ordre du petit-fils de Gengis Khan, Hūlāgū; les principautés ayyūbides furent rapidement occupées et les envahisseurs parvinrent jusqu'à Gaza; seules des raisons de politique intérieure mongole firent différer leur entrée en Égypte⁷: le sultan mamlūk Kutuz en profita et battit les forces qui étaient restées, à 'Ayn Djalūt, près de Naplouse (septembre 1260). Les Mongols durent repasser l'Euphrate: le régime mamlūk pouvait perdurer.

6. La prise du pouvoir par une classe militaire en Égypte n'est pas un phénomène isolé – ainsi les Saldjukīdes à Bagdad. Du XIII^e au XV^e siècle jusqu' à l'époque de Tamerlan, l'Asie exerce une vive pression sur le Proche-Orient.

7. Il s'agit essentiellement de la mort du Grand *Khān* Mōngke, frère de Hūlāgū, qui survint après la prise d'Alep et de Damas par les Mongols. Pour des raisons d'opportunité, hūlāgū retourna en Perse, ne laissant qu'une partie de son armée en Syrie.

Le pouvoir des Mamlūk turcs est donc né des services rendus à l'islam, que les princes ayyūbides, leurs maîtres, n'avaient pu sauver du danger chrétien et mongol. La menace mongole et le choc provoqué dans un monde musulman désemparé par la fin tragique du califat ont marqué durablement la constitution du sultanat mamlūk et sa politique: l'État mamlūk n'a été que la perpétuation d'une organisation socio-militaire de fait, apparue dans la résistance à l'agression extérieure et rendue viable par le génie militaire et politique d'un des émirs du régiment baħride qui s'installa par la force au pouvoir en 1260: Baybars. L'arrivée des Mongols avait renouvelé profondément la situation en Orient. Les princes occidentaux, profitant de la diversité des religions pratiquées chez les nouveaux venus, pensaient pouvoir former avec ces alliés inattendus, qui avaient liquidé le califat, une coalition contre l'islam. Les seigneuries chrétiennes de la côte syro-paléstinienne présentaient donc à nouveau un danger: bien qu'elles soient en majorité restées neutres lors de l'invasion mongole, elles pouvaient servir de point d'appui à des attaques ultérieures et il fallait les détruire. La menace mongole était effrayante, eu égard aux forces que pouvaient lui opposer les Mamlūk. Leur chance était que les Mongols étaient divisés: Hūlāgu et ses descendants, les Ilkhāns de Perse, qui installèrent leur capitale à Tabriz, étaient en conflit avec les khāns du Ķipĉak qui laissaient l'État mamlūk s'approvisionner chez eux en esclaves turcs et qui s'étaient convertis à l'islam. La raison du conflit était l'Anatolie; comme dans le reste de l'Orient, des tribus turcomanes y avaient pénétré au cours du XI^e siècle et, grâce à la passivité plus ou moins consentante des Byzantins, s'y étaient établis sous la direction des princes dissidents de la famille salĉjuĉide (les Salĉjuĉides dits « de Rūm », c'est-à-dire installés sur l'ancien territoire byzantin, par opposition aux « grands Salĉjuĉides » d'Irak); ce sultanat, qui fut brillant, avait été subjugué en 1243 par la première vague mongole, celle des Mongols du Ķipĉak: mais, dans la distribution des rôles au sein du grand empire asiatique, c'étaient les Mongols de Perse qui avaient obtenu la surveillance de l'Anatolie des Turcomans; de nombreux conflits en résultèrent, qui sauvèrent plusieurs fois l'État mamlūk.

C'est la prise en considération de cet ensemble dominé par le fait mongol qui rend le mieux compte de la politique du nouveau sultan Al-Mālik al-Zāħir Baybars (1260-1277). Profitant des répités que laissaient aux musulmans les luttes entre khānāts rivaux et les remous internes qui se produisaient lorsqu'un prince mongol succédait à un autre, Baybars réduisit les plus dangereux points d'appui chrétiens en Syrie-Palestine (de 1265 à 1268 et en 1270, lors de la menace d'une nouvelle intervention occidentale qui fut, au dernier moment, détournée sur Tunis) et conduisit déjà en Anatolie, où les tribus turcomanes supportaient mal la domination mongole, une expédition qui affirmait le rôle que le nouveau pouvoir entendait jouer dans la protection de tous les musulmans (1277). Les grands sultans qui vinrent après lui, Al-Mālik al-Manšūri Kalā'un (1279-1290) et Al-Mālik al-Nāšir Muħammad Ibn Kalā'un (1310-1341), poursuivirent sa tâche. Les tentatives des Mongols se renouvelaient: en 1282, ils parvinrent jusqu'à

Homs, en 1300 jusqu'à Damas; en 1310 encore, ils passaient l'Euphrate, devenu maintenant la frontière de l'État. La prise de la dernière place croisée sur la côte palestinienne, Saint-Jean-d'Acre, en 1291, répondit à de nouveaux projets d'alliance mongole avec les rois d'Occident; l'élimination de ce danger et la conversion à l'islam des *ilkhāns* de Perse (1295) parurent marquer que les musulmans n'étaient plus menacés dans leur existence; mais la faveur accordée par les *ilkhāns* au *shī'isme* (1310), même si elle ne fut pas continue, commençait à dresser, face à un Moyen-Orient en majorité sunnite, un ensemble irano-mongol de tendance *shī'ite*, qui ne pouvait inspirer que la méfiance; la menace était moins absolue mais ne disparaissait toujours pas. Seule la décadence de l'état *ilkhānide* permit la paix en 1323. L'État *mamlūk* avait triomphé des dangers qui l'avaient fait naître; il étendait son hégémonie aux marges du pays anatolien libéré des Mongols, où la turbulence turcomane se résolvait en affrontement de multiples principautés; celle des Ottomans, dans le Nord, avait repris la vieille tradition de lutte et de rapports ambigus avec ce qui restait de Byzance, et ne comptait guère encore. L'État *mamlūk* apparut vraiment alors comme la grande puissance de l'islam.

La puissance mamlūk et l'Afrique

Cette puissance si durement conquise face aux menaces venues d'Europe et d'Asie, on ne s'étonnera pas de la voir s'affirmer en Afrique. Les voies de la prospérité *mamlūk* appartiennent surtout à l'Afrique. Le grand commerce d'Extrême-Orient emprunte toujours la route de la mer Rouge et de la vallée du Nil: le Yémen doit reconnaître l'hégémonie égyptienne, qui cherche aussi à s'imposer aux étapes mineures du trafic en s'alliant avec les émirs de Dhlak⁸, par exemple, ou en réclamant la souveraineté sur Suākin et Muṣawwa. L'ennemi mongol a essayé de ramener vers le golfe Persique le fructueux trafic, et les épices ont un moment emprunté aussi les routes mongoles. Mais les négociants de Venise, de Gênes ou de Barcelone ont dû se rendre à l'évidence: à partir des années quarante du XIV^e siècle, la route de la mer Rouge, qui alimente les ports égyptiens et les comptoirs renaissants du Levant, n'a plus guère de rivale. C'est le long du grand fleuve africain que descendent les épices. Les marchands *kārimī*⁹ en tirent leur fortune et leurs activités s'étendent jusqu'à l'ouest de l'Afrique, où les chroniques enregistrent que l'un des plus notables de ces seigneurs du grand commerce international trouve la mort en 1334 à Tombouctou.

Ces relations africaines sont indissociables de rapports tout ensemble politiques et culturels. Depuis 1261 au moins, dès l'installation au pouvoir de Baybars, les princes africains prennent, avec d'autres pèlerins, leurs sujets,

8. Voir G. Wiet, 1952, pp. 89-95.

9. Les savants ne sont pas d'accord sur le sens de *kārimī*. S'agit-il d'une lecture fautive ou bien ce terme désigne-t-il les marchands du *Kanem* (Kanimi) ? Si cette dernière hypothèse est juste, le Kanem a joué un rôle jusque-là insoupçonné dans le développement du commerce en Orient.

le chemin du Hidjāz et passent par Le Caire. Leurs visites remarquées imposent désormais à l'attention du public cultivé l'existence des royaumes musulmans d'Afrique: Ibn Fadl-Allah al-'Umarī rédige alors son encyclopédie géographique dont la partie relative à l'Afrique est aujourd'hui une source capitale pour l'historien. Le peuple du Caire, lui, remarque davantage les témoignages de munificence: la fondation d'une *madrassa* mālikite par le souverain du Kanem à Fustāt ou l'or répandu par Mansa Mūsā lors de son pèlerinage de 1324. L'or du Mali contribue à alimenter la frappe de la monnaie égyptienne. Aussi, les sultans réservent aux princes africains un accueil favorable et qui n'est d'ailleurs pas dépourvu du désir d'étendre l'influence politique égyptienne: ils escomptent bien qu'elle suivra en Afrique les textiles précieux, les manières officielles de la cour, les livres que les visiteurs trouvent dans la grande métropole.

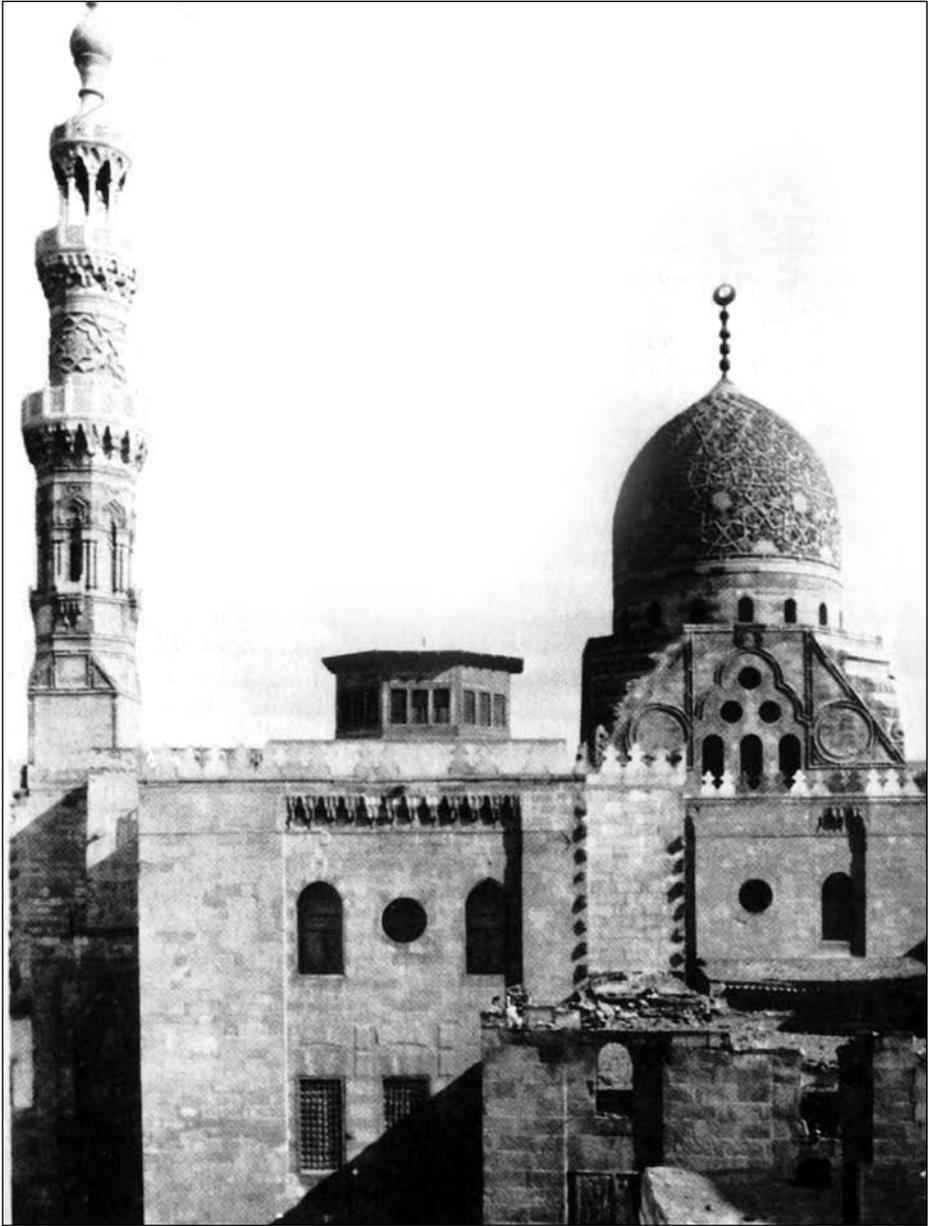
La puissance égyptienne rayonne donc en Afrique, naturellement, par la grandeur et la prospérité de l'empire mamlūk. Mais elle s'affirme aussi d'une façon plus volontaire, et plus brutale, dans les régions proches de l'Égypte: en 1275, le nord du royaume chrétien de Nubie est annexé, des princes vassaux sont installés et, peu à peu, maintenus à Dongola. L'État égyptien a trouvé d'ailleurs d'efficaces auxiliaires dans sa progression: les Bédouins. Les Banū Kanz, ancêtres des Kenouz actuels, installés par la suite entre Assouan et la frontière soudanaise, contribueront activement à la disparition du royaume chrétien de Dongola dont ils deviennent les princes après l'adoption officielle de l'islam (1317)¹⁰. Les tribus *djuhayna* et autres groupes d'Arabes du Sud, comme les Bali, les *Djudhām* et les *Tayy*, ont déjà progressé alors en grand nombre vers le sud, vers le Darfour et l'Afrique centrale à partir de la région d'Assiout et de Manfalout; le verrou nubien a sauté et il semble que le pouvoir égyptien qui, jusqu'à l'époque d'Al-Mālik al-Nāsir Muḥammad avait empêché autant que possible ces grands déplacements de nomades, ait pensé qu'il y trouverait son compte: le départ de groupes turbulents dégageait provisoirement l'Égypte, et ces mêmes hommes devenaient, dans le Grand Sud, de lointains sujets avec lesquels la chancellerie du Caire restait en correspondance: dès 1320, Manfalout, dont les revenus fiscaux (*l'iktā'*) alimentaient le trésor privé du sultan, était un centre de vente d'esclaves. Mais ce n'était, là encore, qu'un début et l'Égypte des Mamlūk s'imposait davantage à l'attention des musulmans d'Afrique par le modèle de civilisation qu'elle leur présentait.

L'islam d'Égypte

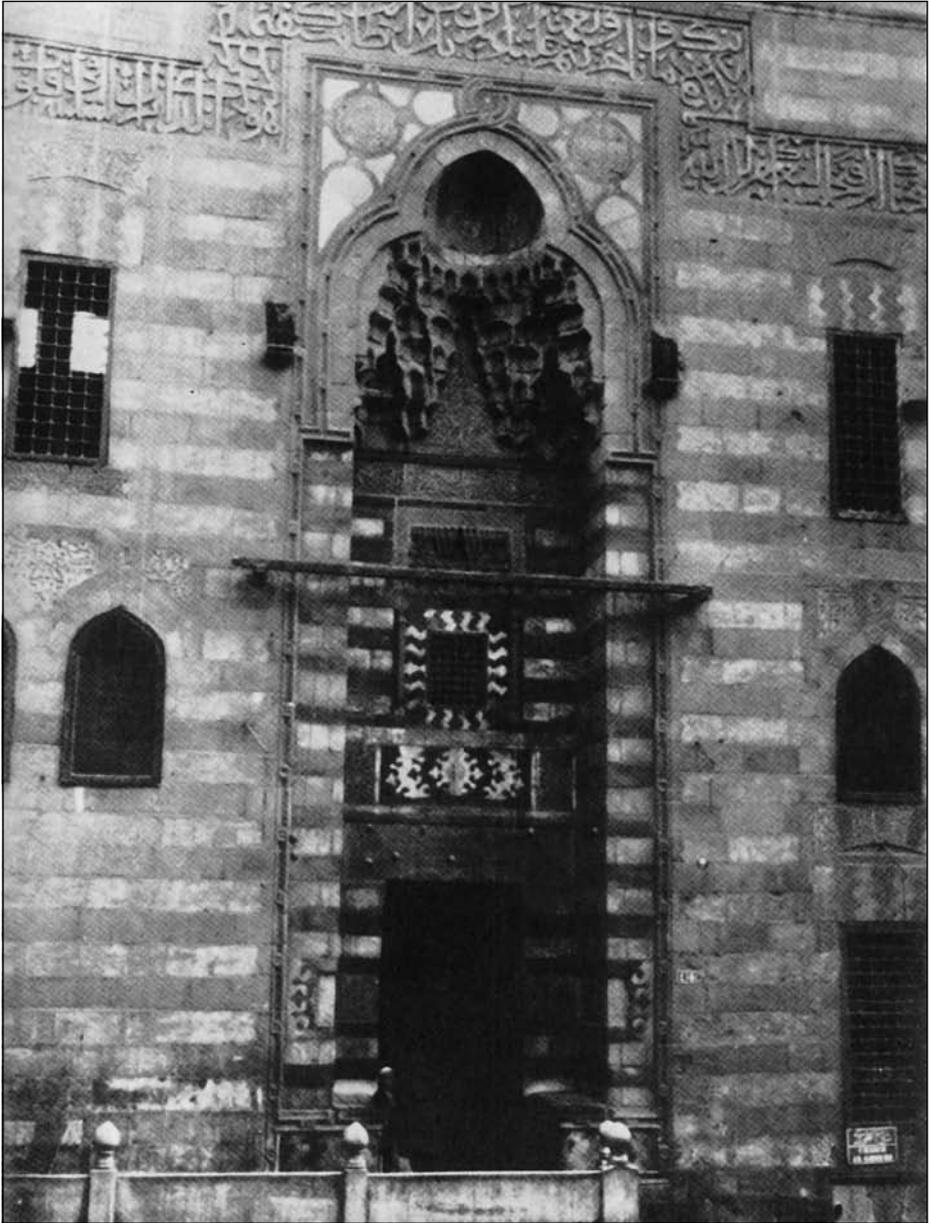
L'inspiration profonde de l'État mamlūk ne pouvait que prolonger celle de l'État ayyūbide: il s'agissait toujours de défendre l'islam attaqué; mais l'ennemi de l'intérieur n'existait plus guère. L'enseignement sunnite s'était répandu en Égypte; au Caire, à Alexandrie, à Kūs et jusque dans de petites localités de la province égyptienne, des *madrassa* avaient été

10. Transformée en mosquée, l'église de Dongola (Dunkula al-'Adjuz) porte une inscription qui en précise la date: 29 mai 1317 (16 rabi' 717).

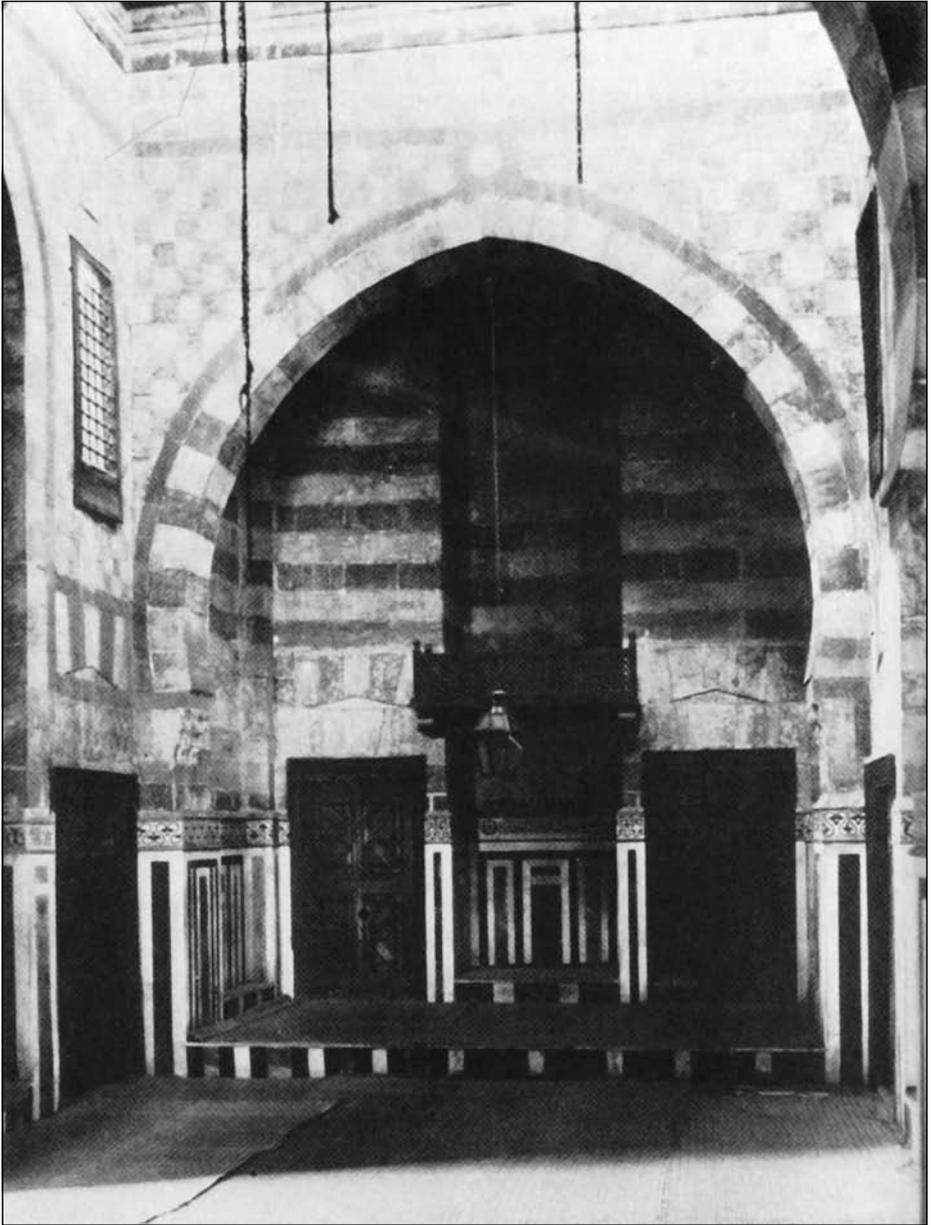
créées: constructions de prestige devant servir la gloire des émirs et des grands marchands, leurs fondateurs, ou locaux modestes aux ressources tout juste suffisantes pour assurer le paiement des enseignants et l'entretien des étudiants, elles contribuaient à la constitution de cette classe d'hommes de savoir et de religion que Ṣalāḥ al-Dīn avait voulue. Était donc apparu un milieu sunnite proprement égyptien au sein duquel la province participait par ses élites à la vie de la capitale. La mystique orthodoxe, fidèle à l'inspiration d'Al-Ghazālī, en animait la vie spirituelle: les groupes confrériques *shādhilī* se formaient; l'enseignement de la tradition musulmane faisait renaître l'histoire à travers les recueils biographiques ou les sommes encyclopédiques d'un Uḍfuwī, d'un Al-Nuwayrī, d'un Ibn 'Abd al-Zāḥir, d'un Ibn al-Furāt (pour ne parler que des Égyptiens); dans les grands postes de la chancellerie d'État, on faisait encore appel aux services de Syriens, comme les Banū Fadl Allāl al-'Umarī, mais l'œuvre d'un Al-Ḳalkaṣhandī, vers la fin du XIV^e siècle montrait les milieux égyptiens prêts à reprendre la grande tradition des secrétaires du califat 'abbasside. L'islam sunnite avait créé son support égyptien. Il est vrai que la classe militaire mamlūk, autre héritière du régime ayyūbide, ne trouvait pas toujours chez ces juristes, enseignants et religieux d'Égypte, l'approbation sans nuances qu'elle eût souhaitée pour sa défense glorieuse de l'islam. Il semblait aux Égyptiens (les offensives mongoles ne les avaient jamais atteints directement: ils différaient en cela des Syriens) que la protection des musulmans ne justifiait pas le luxe des émirs alimenté par les ressources que la classe militaire demandait au pays: ces juristes se sentaient un peu les représentants du peuple d'Égypte face aux Mamlūk étrangers et à une administration financière toujours assurée en grande partie par des chrétiens; les émirs sortis du rang étaient des hommes rudes, souvent insolents, qui n'avaient reçu dans le domaine religieux qu'une formation rudimentaire et maniaient plus facilement la langue turque que l'arabe: leur métier était la guerre. Mais le petit peuple était sensible aux prestiges des victoires musulmanes et à la beauté des constructions d'un Baybars, d'un Kalā'ūn ou d'un Al-Mālik al-Nāṣir Muḥammad; la pompe sultannienne, héritière des fastes fātimides, gagnait les cœurs, et les pratiques d'orthodoxie douteuse, mais spectaculaires, de confréries étranges venues d'un lointain Orient et placées sous la protection des émirs ravissaient les âmes simples: l'islam du petit peuple rejoignait celui de la classe militaire, à quelques exceptions près, et l'unité de la construction politique mamlūk en était renforcée; l'important n'était-il pas, désormais, la cohésion sociale et que, par elle, la gloire de l'islam fût affirmée? Elle l'était en Égypte mieux que partout ailleurs, car Le Caire était devenu la résidence du califat 'abbasside restauré. Baybars avait accueilli un membre de la famille califienne qui avait échappé au massacre et qui réclamait une aide pour reconquérir sa capitale: il n'obtint qu'un secours symbolique et mourut au combat; mais, comme au XI^e siècle à Bagdad (du temps où exerçait le pouvoir un sultan à la tête de la classe militaire, pour le compte du calife), Baybars avait reçu de l'Abbasside l'investiture officielle qui légalisait son



*Tombeau de Käyt Bay
(1472-1474).
Architecture mamlük
d'Égypte.*



*Porche monumental
de la mosquée
de Kansuh al-Ghuri
(construite en 1504).*



*Intérieur de la mosquée
de Djawhar-al-Lāla,
un Éthiopien d'origine (1430).*

*Source des illustrations des pages 416 à 418:
Les Mosquées du Caire,
de G. Wiet et L. Hautecœur, Paris, 1932.*

sultanat. Un autre rescapé s'étant vu reconnaître l'appartenance à la lignée 'abbasside et le califat, mais ayant renoncé à une entreprise sans issue, le calife de l'islam s'installa désormais au Caire (1262) et la prière fut faite en son nom. Le conflit éclata vite entre le sultan et le calife, en qui les juristes étaient tentés de voir le seul prince légitime, et l'Abbasside sans appui vécut en résidence surveillée: il en alla souvent ainsi de ses successeurs; mais les sultans n'osèrent pas se défaire de ces califes symboliques et pourtant gênants dont l'existence rappelait que le sultanat n'était qu'un pouvoir de fait en Islam: hors d'Égypte et plus particulièrement auprès des musulmans d'Afrique, la présence du calife au Caire servait la gloire du sultan. Le Caire, où le recueil des *Mille et une nuits* achevait alors de se constituer, était la nouvelle Bagdad et il est certain que cette ville n'était pas seulement la capitale de l'Égypte ou de l'Empire mamlūk: de Syrie, mais aussi de tous les pays d'Islam, on venait transmettre dans ses *madrassa* une culture à laquelle le milieu égyptien commençait seulement d'apporter sa contribution, moins riche sans doute que celle des temps classiques, d'inspiration sunnite plus uniforme, mais soucieuse de ne pas laisser perdre l'héritage du passé, de le classer, d'en assimiler ce que l'esprit nouveau de l'islam militant permettait d'en retenir, en d'énormes sommes dont l'œuvre historique d'Ibn Khaldūn, arrivé en Égypte en 1382, est un des meilleurs exemples, bien que le génial enseignement de cet aristocrate conservateur, qui fut plusieurs fois grand cadī mālikite d'Égypte, n'ait été qu'un de ceux qui se donnaient alors dans les *madrassa* du Caire.

Le système politique mamlūk

Cet épanouissement de la société musulmane se produisait sous la protection des Mamlūk turcs: c'est au sein de ce groupe, constamment renouvelé, de quelques dizaines de milliers d'hommes voués à la défense de l'empire, que se déroulait le jeu proprement politique. Les Mamlūk turcs venaient surtout du Kıpçak: des rives de la mer Noire, les commerçants génois en amenaient à Alexandrie et de grands marchands de l'Orient musulman en importaient par voie de terre; mais il y avait aussi des transfuges d'origines les plus diverses, y compris des Mongols. La cohérence de ce milieu reposait sur la constance de l'éducation reçue: l'entraînement physique et militaire, mais également un rudiment d'instruction pour transformer en musulmans ces jeunes esclaves, un jour peut-être affranchis et promus à de hautes destinées. L'entretien de la classe militaire reposait toujours sur la répartition changeante des concessions fiscales (*iktā'*) divisaient le pays: le sultan avait droit à une part des concessions, qui fut augmentée par Al-Mālik al-Nāṣir Muḥammad pour asseoir mieux son pouvoir; les autres émirs se voyaient attribuer le reste selon leurs grades. Ces ressources contribuaient d'ailleurs indirectement au développement des villes: c'est, en effet, dans les centres de la province et dans la capitale que résidaient essentiellement les Mamlūk. Au Caire, des demeures où s'entassaient provisions, numéraire et riches produits de l'artisanat urbain abritaient les émirs et leurs hommes prêts

à répondre aux convocations du sultan installé dans la citadelle de Ṣalāḥ al-Dīn, qui domine la ville. Les mécanismes politiques assuraient une sélection impitoyable¹¹. Baybars et Kalā'ūn étaient sortis des rangs du régiment baḥrīde; suivant le précédent ayyūbīde, ils avaient acquis leurs propres Mamlūk et ce fut désormais le premier souci de tout émir parvenu au sultanat de se constituer une force qui lui permît d'exercer réellement sa charge; tous n'y parvenaient pas, car ils pouvaient être renversés avant qu'ils eussent acquis un nombre d'hommes suffisant; sinon, la stabilité politique était assurée: un nouveau groupe de Mamlūk s'était formé, désignés du nom du sultan qui les avait rassemblés, étroitement unis autour de leur maître, en attendant qu'après sa mort les liens de camaraderie et la valeur personnelle fassent peut-être surgir parmi eux un autre sultan; chaque sultan créait donc un nouveau groupe, bien décidé à se maintenir dans les hautes charges de l'État, et redoutable, le temps d'une génération, pour le pouvoir du sultan suivant.

On comprend que, dans un tel contexte, la continuité dynastique ne soit qu'une apparence en dépit du désir de nombreux sultans, et bien qu'on emploie souvent le terme « dynastie de la famille de Ḳalā'ūn » pour désigner la domination des Mamlūk turcs. Effectivement, plus heureux que Baybars (1260-277), Ḳalā'ūn, qui s'empara du pouvoir après lui (1279-1290), parvint à transmettre le sultanat à son fils Al-Mālik al-Aṣḥraf Khalil (1290-1293), le conquérant de Saint-Jean-d'Acre; mais celui-ci ne le conserva guère. Son frère Muḥammad se le vit confier par deux fois parce que, par deux fois, les émirs qui devaient l'emporter ne se sentaient pas encore prêts à s'imposer à leurs rivaux: c'est à sa propre énergie qu'il dut son troisième et long sultanat (1310-1341); après sa mort, ses douze enfants et petits-enfants (1341-1382) n'avaient guère exercé réellement le pouvoir, à quelques mois près, étant donné leur jeune âge lorsqu'ils se virent attribuer cette charge; ceux qui gouvernèrent alors furent de grands émirs: Kūsun, Tāz, Shaykhū, dont le prestige est resté vivant dans l'architecture urbaine du Caire grâce aux constructions qui vinrent manifester leur puissance; en regard, la très belle mosquée du sultan Al-Mālik al-Nasīr Hasan fut la seule grande construction sultanienne (1356-1362). L'histoire de cette période est encore à faire, mais est-ce par respect dynastique qu'aucun de ces hommes n'était parvenu au sultanat? Ou n'était-ce pas plutôt parce que le système se détraquait et qu'une force suffisante leur avait manqué pour réussir? Lorsqu'en 1382 l'émir Barḳūḳ devint sultan et inaugura un pouvoir qui, après une courte interruption, dura jusqu'à la fin du siècle (1399), il rétablit la grande tradition mamlūk, mais c'était un Circassien, et un lien d'une nature nouvelle, d'origine ethnique, étayait sa puissance.

11. Ahmad Darrag, 1961.

L'Égypte à la fin du XV^e siècle : les contacts africains (les « Mamlūk circassiens »)

On connaît mal l'évolution du sultanat mamlūk dans sa seconde époque, celle qui couvre principalement le XV^e siècle, et beaucoup reste encore sujet à conjecture. On place en général la coupure entre les deux époques en 1382, lorsque s'instaure le pouvoir des « Mamlūk circassiens », et il est certain que les contemporains ont eu le sentiment que la vie politique obéissait désormais à des règles différentes. Mais le changement est plus profond et a commencé avant cette date; d'autre part, c'est par la suite seulement, à l'issue de la grave crise qui a affecté le sultanat et l'Égypte au début du XV^e siècle, que le régime mamlūk a pris une allure nouvelle et qu'est apparue une autre Égypte, qui n'est déjà plus l'Égypte médiévale.

De profonds changements

Le recrutement des Mamlūk a donc changé: le *khanāt* du *Ķipčak*, qui décline durant la seconde moitié du XIV^e siècle, ne les fournit plus en aussi grand nombre; on s'en procure désormais surtout dans la région du Caucase, et ces Circassiens, qui n'étaient pas des inconnus dans l'armée mamlūk, s'imposent maintenant aux autres grâce à leur sens de la solidarité ethnique et familiale; leur exclusivisme à l'égard des autres races aura pour effet de réduire encore la classe politique réelle, le groupe au sein duquel peuvent se choisir les sultans: les droits de la race autant que la dure formation en caserne y donnent maintenant accès¹². Des besoins urgents n'en imposeront pas moins des achats répétés de Mamlūk d'origines variées, mais ils ne participeront pas au jeu politique réservé aux Circassiens: soldats voués au seul métier des armes, ces nouvelles recrues vont peu à peu mesurer leur solidarité au montant de leur solde. Si la composition et la structure de la classe militaire changent, les ressources traditionnelles tirées de l'*iktāʿ* se modifient aussi et diminuent. L'Égypte a déjà commencé d'être affectée, comme l'Europe d'ailleurs, par des épidémies, en 1349 (la peste noire), en 1375, qui vont devenir fréquentes au cours du XV^e siècle; les Mamlūk (qu'il faut remplacer plus rapidement) leur paient un lourd tribut, mais également les citadins et les paysans d'Égypte: le rendement du sol et par conséquent le montant de l'*iktāʿ* ne peut que baisser.

À ces changements durables, qui résultèrent de situations auxquelles le pouvoir mamlūk devait s'adapter, s'ajoutèrent les conséquences de la politique suivie par les sultans turcs en Haute-Égypte et qui ne furent pas moins définitives. Les tribus bédouines qu'on avait laissé s'installer là et lancer leurs expéditions vers le sud et vers l'Afrique centrale (les *Djudhām* razzient alors le Bornu) sont devenues puissantes en Haute-Égypte et, après dix années

12. Ces Mamlūk circassiens tirent leur origine de la pratique politique et militaire du sultan Al-Mansūr Kalā'un, qui avait logé dans des tours (*abrādī* — singulier: *burdī*) un régiment formé par ses propres Mamlūk. D'où le nom *Burdīyya* ou *Burdījs* qui leur a été donné.

de troubles et de répression vaine qui ont suivi la mort d'Al-Mālik al-Nāsir Muḥammad, ont dû admettre leur présence¹³. Elles ont même forcé au repli vers Assouan les Banū Kanz implantés en Nubie et, par conséquent, la piste d'Aydhāb à Kūs est devenue impraticable: elle cessa d'être utilisée dans les années 1360. Ḳusayr remplaça provisoirement Aydhāb comme port de débarquement des épices: mais bientôt, dans un pays où les émirs voyaient leurs revenus baisser et les maintenaient souvent par des exactions arbitraires, les marchands préférèrent débarquer leurs précieuses cargaisons le plus tard possible, c'est-à-dire le plus loin possible vers le nord, sur la côte de la péninsule du Sinaï, à Tor, utilisé à partir de 1380. Ce n'est donc plus par le Nil que transitèrent les épices, et l'utilisation par les hommes de l'espace égyptien allait s'en trouver changée.

Lorsque Barḳūḳ arriva au pouvoir, ces multiples transformations ne se traduisirent encore que par un dérèglement de la marche de l'État, une perte d'autorité et la turbulence des émirs appauvris: un encadrement plus strict des provinces, l'installation en Haute-Égypte de Berbères hawwara jusque-là cantonnés dans l'ouest du delta, pour faire pièce aux tribus arabes, un pouvoir peu à peu mieux assis marquèrent le sultanat d'Al-Mālik-al-Zāhir Barḳūḳ (1382-1399). Son gouvernement semblait prolonger celui des grands sultans turcs dont il apparaissait comme le continuateur: les constructions sultaniennes avaient repris au Caire.

La crise du début du XV^e siècle

La crise véritable éclata après la mort du sultan: à la fois extérieure et intérieure, elle faillit marquer la fin du sultanat mamlūk. À l'extérieur, l'hégémonie mamlūk était menacée en Anatolie: une principauté turcomane, celle des Ottomans, avait pris une dimension nouvelle par la guerre qu'elle faisait aux chrétiens jusque dans les Balkans (dès 1366, l'Europe se préoccupa de venir au secours de Constantinople; elle revendiquait l'héritage du sultanat salḍjuḳide de Rūm et cherchait à réduire peu à peu les autres principautés; les troupes ottomanes venaient d'intervenir dans les régions sous protection mamlūk lorsqu'un second danger, plus inquiétant encore, surgit: en Asie centrale, Tamerlan, officier des princes mongols, s'était donné pour tâche de restaurer le grand empire, cette fois au nom de l'islam purifié par l'épée, et la terrible progression mongole avait repris vers l'ouest; en 1400, il s'attaqua aux Mamlūk; il eût tôt fait d'arriver jusqu'à Damas et il lui eût été facile d'entrer en Égypte, mais il avait aussi à rétablir la domination mongole sur l'Anatolie et il préféra s'y consacrer, d'abord, en écrasant les Ottomans (1402); d'autres problèmes le rappelèrent ensuite en Asie. L'Égypte échappait encore une fois

13. En 1391, le roi du Bornu écrivit au sultan Barḳūḳ une lettre dans laquelle il se plaignait du mauvais comportement des *Djudḥam* et autres tribus arabes qui attaquaient son peuple et vendaient ses sujets à des marchands d'Égypte, de Syrie et d'ailleurs. Voir Aḥmad Al-Ḳalkaṣhandī ben Abdallah, *Ṣubḥ al-Aḥa fī Sinā' at-inshā*, éd. de 1913-19, vol. I, p. 306 et vol. VIII, pp. 116-118.

à l'invasion et le sultanat mamlūk retrouvait à l'est des conditions favorables à son influence: l'essor ottoman était brisé pour longtemps et les principautés turcomanes reprenaient en Anatolie (ainsi que d'autres, alors récemment installées, en Iraq) leurs rivalités traditionnelles. Mais à quelle puissance pouvait maintenant prétendre le sultanat mamlūk? De son territoire ravagé, les Mongols s'étaient retirés d'eux-mêmes et, cette fois, c'est aux envahisseurs que les princes turcomans devaient leur autonomie retrouvée. Épargné par miracle, l'empire mamlūk n'avait pu jouer aucun rôle, et son impuissance allait se prolonger à cause de maux qui le détruisaient de l'intérieur.

Après la mort du sultan, les Mamlūk de Barķūķ avaient évidemment contesté la transmission du pouvoir à son fils, Faradj mais, peut-être parce que les solidarités politiques, forgées jadis dans le long apprentissage commun des casernes, n'étaient plus maintenant assez fortes pour permettre à l'un des émirs de s'imposer ou parce que, comme avant Barķūķ, aucun n'en avait la puissance, la classe militaire se déchira en de longues rivalités sanglantes et vaines; le trouble des esprits était tel que, lorsque Faradj perdit enfin le pouvoir et la vie en 1411, on confia un moment le sultanat au calife 'abbāsside: le régime semblait chanceler. Plus encore, et à l'origine du long temps mis pour arriver au dénouement de la crise politique, il y avait les maux qui frappaient l'Égypte: l'insuffisance des crues du Nil et la famine à partir de 1403, puis la peste en 1405, réduisant le nombre des hommes, ruinaient les villes et paralysaient l'État; en Haute-Égypte, les Bédouins, berbères ou arabes, s'imposaient: le pays leur était livré vraisemblablement sans contrôle du Caire pendant cette décennie. L'Égypte connaissait une crise d'une ampleur rarement égalée dans son histoire. L'État mamlūk devait disparaître ou se transformer.

L'Égypte face au danger chrétien; lutte contre les Portugais
La reconstruction: une nouvelle Égypte

Dans ces circonstances difficiles, ce fut un Mamlūk de Barķūķ, Shaykh, devenu le sultan Al-Mālik al-Muayyad (1412-1421), qui commença à réagir dans tous les domaines, et de la façon la plus énergique; un autre Mamlūk de Barķūķ lui succéda: Al-Mālik al-Ashraf Barsbāy (1422-1438) et paracheva la remise en ordre. L'administration reprit une allure plus régulière et la Haute-Égypte, amputée peut-être de la région d'Assouan dévastée, fut à nouveau sous le contrôle des cadres mamlūk grâce à la coopération des Berbères hawwāra, qui avaient installé leur autorité à Djirdja pendant que celle du Caire avait fait défaut. Mais l'essentiel était, pour le pouvoir, de trouver un moyen de compenser la baisse des ressources que la crise infligeait au sultanat (les épidémies se succédèrent jusqu'à la fin du sultanat de Barsbāy et reprirent plus tard dans le siècle). Or il y avait un domaine où, surtout avec les guerres mongoles, l'Égypte ne craignait pas la concurrence: le commerce des épices. Venant d'Aden, les marchandises traversaient maintenant l'Égypte par les voies les plus courtes: de l'or à Alexandrie, Rosette ou Damiette, ou se dirigeaient

vers les ports syriens. Barsbāy se mit en devoir (1425-1427) de réserver au sultanat exclusivement les bénéfices de ce commerce: pour n'en rien perdre, les marchandises seraient concentrées et taxées à Djedda, port du Hidjaz désormais partie intégrante de l'empire (les contemporains disaient même: de l'Égypte) et la vente aux marchands d'Occident serait assurée par les services officiels. C'était évidemment léser les intérêts des princes yéménites qui contrôlaient Aden, les intérêts du grand commerce privé (dont les *kārimī* disparurent peu à peu) et les intérêts des marchands d'Occident, obligés d'acheter au prix fixé par le sultan (en particulier les Vénitiens qui, au XV^e siècle, s'attribuaient les deux tiers des achats en Égypte). Les réactions furent vives, mais le sultan tint bon. Il lui fallait aussi protéger ce commerce devenu affaire d'État, principalement en Méditerranée où les corsaires catalans et génois écumaient les côtes: Chypre, royaume chrétien, soupçonnée de leur prêter appui, fut soumise à un raid et son roi fait prisonnier (1425-1426); plus tard, des opérations semblables, mais moins heureuses, furent tentées contre Rhodes (1440-1444). Ce monopole fournit à Barsbāy et à ses successeurs les ressources dont ils avaient besoin et à la société égyptienne une assise économique différente, perceptible à de nombreux indices. Face aux émirs, réduits aux revenus diminués de l'*iḳtā'*, le sultan avait acquis une puissance nouvelle qu'aucune opposition dangereuse, à quelques cas particuliers près, ne devait plus guère troubler; les seuls problèmes posés par la classe militaire venaient maintenant des nouvelles recrues que l'exclusivisme du groupe circassien rabaisait au rang de simples mercenaires trop vite formés, avides et revendicatifs. Le caractère du sultanat changeait: ce n'étaient plus des émirs jeunes ou dans la force de l'âge qui, aidés du soutien actif de leurs hommes, s'emparaient d'un pouvoir où ils pouvaient exercer leurs qualités et leurs ambitions; c'étaient au contraire des hommes mûrs, voire âgés, qui assumaient une charge parfois lourde à porter et se conduisaient davantage en politiques qu'en soldats. Ces hommes se voulaient aussi de bons musulmans, et l'opposition entre la classe militaire et celle des gens de savoir et de religion s'atténuait: la légitimité de tels sultans ne se contestait plus, ce qui enlevait beaucoup de sa signification à la présence de plus en plus discrète des califes 'abbāssides. La proportion des musulmans par rapport aux chrétiens semble avoir beaucoup crû en Égypte à cette époque: pendant les années difficiles du premier quart de siècle, où le petit peuple était tenté de trouver dans les minoritaires des responsables à ses maux, de nombreuses conversions avaient eu lieu. L'Égypte devint plus uniformément musulmane face à une pression de l'Occident qui se manifestait par les raids des corsaires sur la côte (ne parlait-on pas d'une alliance secrète entre les chrétiens d'Occident et le négus d'Éthiopie pour tenter de prendre une fois encore l'islam à revers?) et par la présence des marchands qui venaient librement au Caire avec leurs monnaies d'or et leurs tissus de prix. Bref, il semble que cette rénovation du sultanat par l'exploitation aussi complète que possible des bénéfices du grand commerce international avait donné à la société mamlūk d'Égypte une vigueur nouvelle, une stabilité, une paix qu'elle n'avait pas connues auparavant, mais aussi une

fragilité déjà confusément perçue face à l'Occident, une dépendance au sein de ces relations d'échange qui la liaient à lui.

Mais les voyageurs occidentaux qui s'étaient hasardés hors des fondouks des villes littorales, et dont les souvenirs restent précieux à l'historien, n'étaient pas les plus nombreux au Caire : ceux qui venaient de l'Afrique de l'Ouest constituaient une mouvante colonie installée dans les quartiers périphériques, exposée aux épidémies, en étape plus ou moins longue, parfois définitive, vers le Hidjāz. Particulièrement nombreux, semble-t-il, vers le milieu du XV^e siècle, les pèlerins africains avaient désormais, comme les délégations officielles des autres pays aux lieux saints, leur « émīr du pèlerinage ». Le sunnisme des maîtres du Caire ou du Hidjāz, qu'on retrouve cités dans le *Ta'riḫ al-Fattāsh* et le *Ta'riḫ al-Sudān*, avait porté ses fruits et a créé en Afrique, comme jadis en Égypte, son support social qui comptait désormais dans la vie politique des royaumes africains ; les pèlerinages des princes, auxquels le calife 'abbāsside accorde son investiture, tel l'*askiya* Muḥammad en 1496, en témoignaient ; quant aux sultans mamlūk, qui taxaient lourdement les pèlerins, ils étaient maintenant surtout sensibles au précieux métal que ceux-ci apportaient. Les contacts avec l'Afrique se faisaient également par la Haute-Égypte ; les émīrs bédouins, devenus propriétaires terriens, grands commerçants et bons musulmans eux aussi, dominaient de plus en plus le pays, s'enrichissaient dans des échanges où les chevaux qu'ils élevaient et les esclaves qu'ils faisaient vendre au Caire¹⁴ devenaient des postes importants. Les épices ne transitaient donc plus par la Haute-Égypte, qui était désormais un monde différent du delta : la population chrétienne y restait plus nombreuse et la vie y suivait un rythme plus lent. Et c'est, en effet, surtout dans le delta que s'épanouissait la richesse contrastée de l'Égypte des Circassiens, où l'animation que le commerce donnait aux villes tranchait sur la pauvreté des campagnes ; les constructions, d'un style nouveau, s'y multipliaient et, à cet égard, le long sultanat d'Al-Mālik al-Ashraf Kāyt Bāy (1468-1496), qui acheva de donner au Caire un aspect qu'il a gardé jusqu'à nos jours, représentait une apogée : il était l'aboutissement brillant de l'effort des Circassiens. Sans doute, les années 1480 marquèrent un tournant dans l'histoire du sultanat et dans celle de l'Égypte : les difficultés extérieures commençaient à compromettre ce long redressement ; mais le XV^e siècle égyptien n'en comptait pas moins déjà, en dépit des conditions difficiles, comme une période qui ne manquait ni d'allure ni d'originalité ; le rayonnement de l'Égypte avait été maintenu dans la majestueuse ordonnance de son État et dans l'épanouissement de sa culture ; l'école historique égyptienne connut alors sa plus belle floraison, depuis Al-Makrīzī, encore témoin du triste début du siècle, Al-'Aynī, Ibn Hadjar al-Askalānī, Ibn al-Taghibirdī, Al-Sakhāwī, Égyptiens et fils de Mamlūk mêlés, jusqu'à d'autres chroniqueurs des difficultés à venir, Ibn Iyās et le fécond Al-Suyūti, fier de voir sa renommée s'étendre jusqu'au Tékruḫ (Takrūr).

14. Voir M. Katī, trad. franç. O. Houdas et M. Delafosse, Paris, 1913 ; Al-'Umarī, trad. franç. Gaudefroy-Demombynes, 1927.

Un nouveau contexte international

L'équilibre des forces fut longtemps favorable aux Circassiens en Orient. Les Timourides (successeurs de Tamerlan), princes pacifiques et amis des arts en leurs domaines d'Iran et d'Asie centrale, avaient abandonné toute attitude belliqueuse réelle, et le retour à la division politique des groupes turcomans avait permis, sans grand risque, à l'État mamlūk réorganisé la reprise de la traditionnelle politique d'intervention en Anatolie. Les sultans eurent à nouveau leurs protégés. Ce monde turcoman agité demandait d'ailleurs à être surveillé: les Timourides allaient voir les limites de leurs États reculer sous la pression des Turcomans d'Iraq, et les sultans ne cessèrent de se montrer attentifs aux multiples conflits, visiblement conscients des limites de leurs forces, que des incidents mineurs révélaient assez. En voulant contrôler l'évolution politique de ces nouveaux venus en Islam, avec qui les Mamlūk devaient se sentir quelques affinités, le sultanat du Caire jouait son rôle de grande puissance; mais, pour obtenir des résultats toujours incertains dans la société turcomane, mouvante et en quête d'unité, il allait attirer sur l'Égypte, et par là sur le nord de l'Afrique, la domination d'un groupe ethnique qui ne se cherchait pas initialement une aire d'installation aussi étendue.

Vaincus et divisés, les Ottomans ne reconstituèrent d'abord leurs forces qu'avec beaucoup de prudence. Ce ne fut que sous Meḥmed II (1451-1481) que la poussée ottomane reprit: la chute de Constantinople (1453) fut fêtée au Caire, mais elle donnait à cet État en expansion un lustre gênant de champion de l'islam, tandis que les protégés turcomans des Mamlūk en Anatolie rendaient au contraire leur cause indéfendable en pactisant avec les Occidentaux pour éviter d'être absorbés par les Ottomans. Le heurt entre Mamlūk et Ottomans, inévitable, se produisit sous Kāyt Bāy: un premier affrontement (1468-1472), indirect (et heureusement conclu grâce à l'intervention des Turcomans d'Iraq, contre qui les Ottomans durent rassembler leurs forces), fut suivi par une guerre ouverte entre les deux sultanats (1483-1491). La victoire mamlūk, très durement acquise, et au prix de la stabilité intérieure de l'État, arrêtait à nouveau la progression des Ottomans: ils reportèrent tous leurs efforts en Méditerranée dans la guerre sainte contre les Occidentaux (dont ils apprenaient le maniement des armes à feu). Mais le monde turcoman restait troublé, mis alors en ébullition par le mouvement *shīʿite* des Safavīdes, qui venaient d'unir Iraniens et Turcomans (1501) dans un premier Iran officiellement *shīʿite*, et menaçaient leurs rivaux sunnites ottomans. Pour exploiter une telle situation, qui pouvait se révéler aussi dangereuse que favorable, les sultans Mamlūk devaient faire preuve de clairvoyance et surtout disposer d'une puissance qui, déjà ébranlée par la guerre, brusquement leur fit défaut.

Ce fut alors que l'expansion portugaise dans l'océan Indien, atteignant à la fois le commerce vénitien et les ressources de l'État mamlūk qui en dépendaient, sembla menacer les fondations économiques sur lesquelles



*Lampe à verre émaillé.
Source : Cairo, A Life-Story of One Thousand Years (1969-1969).*

l'édifice politique des Circassiens était bâti. La présence des Portugais se fit sentir après le voyage de Vasco de Gama en 1498: ils achetaient les épices et organisaient le blocus de la mer Rouge; en contournant en même temps l'Afrique et l'islam, les coups qu'ils portaient à la puissance mamlūk mettaient en évidence la communauté de destin qui l'unissait au continent africain. Le dernier grand sultan circassien Al-Malik al-Ashraf Kanşūh al-Ghūrī (1501-1516) tenta de réagir. Même l'Ottoman, soucieux de jouer son rôle de protecteur de l'islam et devant le danger que courait le Hidjraz, l'aida à se constituer une flotte; mais, après la défaite de l'escadre égyptienne à Diu, sur la côte occidentale de l'Inde (1509), l'empire mamlūk ne put mieux faire que de tenir solidement la mer Rouge. Cette impuissance aurait dû interdire toute attitude provocante à l'est, où la situation évoluait rapidement.

Les Safavīdes, encouragés par l'Occident, mettaient en effet les Ottomans en difficulté. Lorsque, dans un sursaut d'énergie, le nouveau sultan ottoman, Salīm, voulut réagir, il ne trouva pas à ses côtés les Mamlūk qu'il aidait pourtant en mer Rouge: les vieux réflexes de la politique turcomane l'avaient emporté au Caire sur la lucidité. Salīm livra seul le combat qui (grâce aux armes à feu ottomanes) limita définitivement à l'Iran l'expansion du shīisme (1514) puis il voulut mettre fin à l'influence néfaste que le Mamlūk, incapable maintenant de protéger et l'islam sunnite, ne voulait pas abandonner dans le monde turcoman: le sort de l'Empire mamlūk se joua au nord d'Alep en une seule bataille (à Mardj Dabīk, le 24 août 1516), où les armes modernes eurent raison des cavaliers circassiens qui les méprisaient. La mort du vieux sultan mamlūk au combat, les intrigues au sein de la classe militaire, le prestige du nouveau protecteur de l'islam sunnite et l'indifférence des Égyptiens transformèrent en conquête totale et facile ce qui n'avait d'abord été qu'un règlement de compte limité.

Conclusion

Lorsque, en 1517, la domination des Ottomans s'étendit à l'Égypte, c'est tout un pouvoir politique qui s'effondra: devenu la propriété d'une classe politique réduite et qui se renouvelait mal, il avait perdu ses moyens d'exister et la légitimité que lui conférait une défense efficace de l'islam. Un gouverneur ottoman s'installa au Caire et le pouvoir d'un émir bédouin fut confirmé à Djirdja: la différence, qui subsista, entre l'Égypte de la côte et l'Égypte intérieure fut officialisée. Mais les structures sociales ne furent en rien modifiées et se maintinrent pendant longtemps. La société mamlūk allait se survivre à elle-même, vestige d'une entreprise politique et culturelle qui avait été sa raison d'être et qui tient une belle place dans l'histoire de l'islam et de l'Afrique.